



Union Interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.



Empowered lives.
Resilient nations.

Montée de l'extrémisme, politiques macroéconomiques et pertinence d'une analyse basée sur le genre

61^e session de la Commission de la condition de la femme

Réunion organisée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Union interparlementaire (UIP), la Mission permanente du Danemark auprès de l'Office des Nations Unies et le *International Civil Society Action Network (ICAN)*

Note d'orientation

A cette réunion, le PNUD, l'UIP, la Mission permanente du Danemark auprès de l'Office des Nations Unies et l'ICAN étudieront, dans une perspective de genre, les rapports entre les politiques macroéconomiques et la montée de l'extrémisme. Les débats contribueront à préciser les menaces actuelles, les stratégies susceptibles de les atténuer et les autres options possibles en matière macroéconomique. Les participants envisageront aussi le potentiel que recèle une plus large collaboration entre les parlementaires et la société civile, en particulier les organisations dirigées par des femmes. Ils se demanderont dans quelle mesure cette collaboration peut prévenir l'extrémisme par des politiques macroéconomiques répondant mieux aux besoins de l'un et de l'autre sexe et par une action pour la paix, le respect des droits et du pluralisme.

CONTEXTE GENERAL

Les Objectifs de développement durable (ODD) ont été adoptés en 2015. Ils témoignent d'une prise de conscience à l'échelle mondiale : il est en effet admis désormais que l'égalité des sexes, la bonne gouvernance, la paix et la sécurité sont indissolublement liées et qu'il est impossible, sans elles, de relever les défis les plus urgents de notre époque. Des politiques économiques bien conçues sont, elles aussi, essentielles à la promotion du développement durable et de la paix et de l'équité dans nos sociétés.

De manière générale, les politiques macroéconomiques influent sur la manière dont les pays abordent la distribution des ressources. Elles ont de fortes répercussions sur l'égalité, les droits et le pouvoir. Depuis les années 1980, la tendance est au néolibéralisme. Pour entraîner la croissance économique, le néolibéralisme compte sur la libéralisation économique et la déréglementation, ainsi que sur la privatisation de fonctions essentielles du gouvernement. Parallèlement, les inégalités sociales, en particulier entre hommes et femmes¹, se sont sensiblement creusées à travers le monde. ONU Femmes fait le constat suivant : "Dans la conception néolibérale, le marché est conçu comme le principal moteur de la croissance, du développement et de l'équité sociale. Cependant l'idée que la croissance économique conduit nécessairement à l'égalité des sexes pose problème"². Ces arguments ont été avancés dès les années 1990 lorsque des universitaires³ ont fait observer que les politiques néolibérales n'étaient pas neutres, qu'elles avaient des conséquences néfastes pour les femmes et se traduisaient entre autres par le chômage des femmes, une détérioration des conditions de travail et une montée de la violence domestique.

¹ www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/csw/59/csw59-egm-report-en.pdf

² Ibid

³ Sparr, P. (directeur de publication), (1994). *Mortgaging women's lives: Feminist critiques of structural adjustment*. Palgrave Macmillan.

Par ailleurs, les derniers rapports d'Oxfam⁴ et de l'OCDE montrent que, dans l'ensemble, les inégalités se creusent à l'échelle mondiale et qu'un petit nombre, qui va en diminuant sans cesse, possède autant que la moitié la plus pauvre de l'humanité. Les liens entre les effets des politiques économiques et la montée de l'extrémisme sont aussi de plus en plus évidents. Le PNUD, dans son rapport sur la prévention de l'extrémisme violent par la promotion d'un développement solidaire, de la tolérance et du respect de la diversité, *Preventing Violent Extremism through Promoting inclusive Development, Tolerance and Respect for Diversity*, voit dans les possibilités réduites d'ascension sociale et les inégalités deux des facteurs susceptibles de conduire à un comportement violent et de déboucher sur une action violente extrémiste. De son côté, l'ICAN, dans un document de discussion établi en vue de la réunion prochaine d'un groupe d'experts, met en lumière les liens entre l'aggravation des inégalités, la diminution des aides sociales, les conditions qui permettent le recrutement par des groupes armés et la radicalisation d'individus et de communautés. Les flux migratoires s'intensifient dans le monde et les sociétés sont de plus en plus urbanisées et plurielles. En même temps, les mouvements identitaires qui mettent à mal la cohésion sociale et favorisent le sectarisme sont en pleine expansion. Ils ne peuvent qu'aggraver la fragilité et freiner encore le développement économique. Les milieux parlementaires mondiaux sont de plus en plus conscients des limites d'une approche qui voit dans la croissance l'objectif suprême de l'économie et la principale mesure du progrès. Comme l'UIP le notait dans son Communiqué de Quito : "Il faudra que les décideurs parviennent à réduire les écarts qui persistent au sein des pays comme entre les pays et à réaliser l'égalité des conditions et des chances. Il faudra prévoir des incitations et adapter les réglementations pour que les forces du marché concourent au bien-être des sociétés. Comme l'a montré l'expérience de plusieurs pays ayant des niveaux différents de développement, les gouvernements peuvent mettre au point des indicateurs qui les aident à appliquer des politiques économiques, sociales et environnementales propres à favoriser le bien-être des populations. Pour mesurer le bien-être national, il est essentiel de trouver des moyens autres que le PIB pour définir la croissance, qui ne doit plus s'exprimer uniquement en termes de production et de consommation, mais aussi en termes de progrès sociaux et environnementaux... Un nouveau modèle de croissance sera aussi nécessaire pour mieux répartir les richesses et les chances, ce qui favorisera les économies comme le bien-vivre"⁵.

Il est impératif, pour atteindre l'ODD 16, de mieux comprendre les liens entre les modèles économiques actuels, l'inégalité (y compris dans ses manifestations basées sur le genre) et l'extrémisme.

La résolution 2242 du Conseil de sécurité de l'ONU et d'autres textes d'orientation politique ont mis en évidence les dimensions de l'extrémisme violent chez les hommes et chez les femmes. Mais le rôle des politiques macroéconomiques à cet égard a moins retenu l'attention. La réunion examinera, dans la perspective de genre, les rapports entre les politiques économiques et la montée de l'extrémisme afin de proposer des solutions pratiques et des réformes susceptibles de freiner les tendances actuelles et d'améliorer quelque peu la situation.

Les politiques économiques doivent avoir l'aval des parlements nationaux. Ceux-ci sont donc particulièrement bien placés pour favoriser la paix, le pluralisme et l'égalité des sexes dans l'exercice de leurs fonctions de contrôle, de législateurs et de représentants du peuple. Il est indispensable que les parlements s'investissent davantage pour l'égalité entre hommes et femmes et la parité des sexes en leur sein⁶. On s'est insuffisamment employé à consolider les bases de la paix dans les sociétés et à défendre le rôle que peuvent jouer les parlements en définissant des politiques économiques qui relient l'égalité à la paix et à la sécurité. Il importe de mettre davantage à profit le potentiel que recèle une plus large collaboration entre les parlementaires et les organisations de la société civile dirigées par des femmes. La réunion sera l'occasion de réfléchir aux stratégies à employer pour multiplier les échanges à l'avenir.

⁴ www.oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiques/2017-01-16/huit-hommes-possedent-autant-que-la-moitie-de-la-population

⁵ Communiqué de Quito – issu du débat général de la 128^{ème} Assemblée de l'UIP, tenue à Quito, Equateur, en mars 2013 :

www.ipu.org/conf-f/128/quito-comm.htm

⁶ www.inclusivesecurity.org/publication/why-women-inclusive-security-and-peaceful-societies

DATE, HEURE ET LIEU

La réunion se tiendra le 16 mars 2017 de 9 heures à 10 h 45 à la Uganda House, 336 45^{ème} rue Est, New York.

INTERVENANTS

- Charles Chauvel, Chef d'équipe, Processus politiques inclusifs, PNUD
- Représentant de l'UIP
- Représentant de la Mission danoise
- Radhika Balakrishnan, Directrice du Center for Women's Global Leadership ; professeur à l'Université Rutgers, département des études sur les femmes et le genre
- Sanam Naraghi-Anderlini, Cofondatrice et Directrice exécutive de l'ICAN. Elle dirige la Women's Alliance for Security Leadership (WASL)

OBJECTIF

Permettre à des économistes, des acteurs gouvernementaux, des parlementaires, des militants de la société civile et des praticiens de discuter des liens entre politique macroéconomique, genre et montée de l'extrémisme dans les milieux politiques et professionnels pertinents.

RESULTATS ATTENDUS

La réunion sera un premier pas qui devrait amener à définir la portée et les grands axes d'un projet de recherche sur d'autres politiques économiques possibles. Ces politiques devront être attentives à la réalisation des droits sociaux et économiques de tout un chacun, tels que consacrés par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les législateurs aussi sont tenus de travailler à la réalisation de ces droits, laquelle va dans le sens du Programme 2030 dont le mot d'ordre est de *ne laisser personne de côté*.

ORGANISATEURS

PNUD. La promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont au centre au mandat du PNUD et intégrées à sa démarche de développement. Celle-ci consiste à plaider pour l'égalité des droits pour les femmes et les filles, à combattre les pratiques discriminatoires et à remettre en question les rôles et stéréotypes qui entraînent l'exclusion et des inégalités. Le PNUD occupe la première place mondiale pour ce qui est de l'exécution de programmes d'assistance aux parlements, d'aide à la mise en place de réformes constitutionnelles et à l'organisation d'élections. Il s'emploie à mobiliser les citoyens et à favoriser la participation des femmes à la prise de décision en politique et en matière de consolidation de la paix. Il est spécialisé dans d'autres domaines de la gouvernance tels que la paix et le développement, le renforcement de la résilience et l'élimination de la pauvreté et des inégalités. Le PNUD est en relation étroite avec d'autres institutions du système des Nations Unies, en partie par son réseau de bureaux de pays. Il est présent dans le monde entier à travers les programmes qu'il réalise.

L'UIP est l'organisation internationale des parlements. Elle compte 171 parlements membres. Elle s'emploie à protéger et à affermir la démocratie par le dialogue politique et l'action concrète. Elle travaille en liaison étroite avec les Nations Unies et d'autres organisations partenaires dont elle partage les objectifs. Ses efforts sont axés sur l'égalité des sexes, la prospérité économique pour tous, la paix et la sécurité. Elle insiste particulièrement sur l'égalité des sexes dans la prise de décision et voit dans la parité des hommes et des femmes au parlement une exigence de la démocratie. L'UIP travaille dans des pays qui sortent d'un conflit ou sont en voie de démocratisation. Elle s'attache à faire des parlements de solides institutions démocratiques capables de rapprocher des camps adverses, de favoriser le dialogue en politique et de défendre la cause de la réconciliation nationale. Comme la guerre touche souvent de manière disproportionnée les femmes et les jeunes, l'UIP axe ses efforts de paix et de sécurité sur ces groupes, en s'inspirant des résolutions 1325, 2250 et autres du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité. Elle travaille pour un développement durable et une croissance économique compatible avec une amélioration de la qualité de la vie pour tous et respectueuse des

capacités de régénération de l'environnement, et pour des processus décisionnels plus ouverts à tous et plus soucieux du bien-être des populations.

ICAN. Depuis ses débuts en 2006, l'ICAN soutient la société civile dans des pays déchirés par des conflits en publiant des bulletins thématiques et des recherches, en soutenant les réseaux de femmes militant pour la paix et en fournissant des ressources à des militantes. En automne 2015, l'ICAN a officiellement lancé la *Women's Alliance for Security Leadership* (WASL – Alliance des femmes pour un leadership en matière de sécurité). Cette alliance regroupe des réseaux de femmes, de spécialistes et d'organisations ayant une longue expérience de la lutte contre l'extrémisme et de la promotion de la paix, des droits et du pluralisme. Son but est d'améliorer les pratiques dans des communautés gangrénées par la violence et de proposer des mesures pragmatiques à la communauté internationale. En qualité de coordonnateur de la WASL, et en partenariat avec le Gouvernement royal norvégien, l'ICAN a lancé le *Global Solutions Exchange* (GSX – Echanges de solutions pour le monde) en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies de septembre 2016. Le GSX est un mécanisme durable conçu pour organiser des échanges systématiques entre gouvernements et organisations indépendantes de la société civile, dont les membres de la WASL et d'autres entités ayant travaillé dans le passé à la réalisation de programmes, à l'analyse et à la défense de politiques de lutte contre l'extrémisme et le militarisme qui y est lié. GSX entend prévenir l'extrémisme violent en considérant d'abord les communautés et l'ensemble de la société. Son but est de faciliter les échanges de solutions efficaces et de recommandations visant à une réforme réfléchie des politiques et des programmes.